



Fiche d'information

6 mai 2015

Une finance durable à fort potentiel en Suisse

L'engagement environnemental prononcé de la Suisse, sa place financière de portée internationale et ses pionniers de la finance durable sont autant d'atouts favorables à la transition de notre pays vers une économie verte.

Les ressources naturelles sont essentielles au bien-être de notre société. Si l'eau, le sol, l'air pur, la biodiversité et les ressources minérales telles que les matières premières énergétiques et les métaux ne sont plus disponibles en quantités et qualités suffisantes, la croissance économique et la qualité de la vie seront menacées.

Les quantités de ressources naturelles actuellement consommées excèdent de beaucoup la capacité de régénération de celles-ci, ce qui conduit à des phénomènes tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et la raréfaction croissante des sols. D'ores et déjà, la population mondiale a besoin de l'équivalent d'une planète et demie pour satisfaire sa consommation. Du fait du développement démographique et de la croissance de l'économie mondiale, la pression sur l'environnement va donc augmenter. Gérer plus efficacement l'utilisation des ressources naturelles est donc d'une importance capitale. Or il n'est pas possible d'assurer la transition vers une économie verte et inclusive sans mobiliser les capitaux suffisants pour en financer les exigences à long terme. Il est donc nécessaire d'investir dans les infrastructures, les technologies propres et la conservation de la nature.

De par sa qualité d'intermédiaire dans la canalisation de la masse monétaire (prêts, services d'assurances, actions et autres produits financiers), le secteur financier a un impact direct et indirect déterminant dans le développement d'une économie durable. Vu la portée internationale de la place financière helvétique, le secteur financier suisse a le potentiel de jouer un rôle de premier plan dans la transition à l'échelle mondiale vers une économie verte et inclusive.

La Suisse : place financière de portée internationale

Le secteur financier est un pilier important de l'économie. En effet, la place financière helvétique apporte une contribution déterminante à la création de valeur ajoutée brute et à l'emploi. En 2014, les services financiers et d'assurance ont généré une valeur ajoutée totale d'environ 66 milliards de francs suisses, ce qui équivaut à 10,2 % du produit intérieur brut (PIB). Cette part est similaire à celle d'autres centres financiers majeurs : 8 % au Royaume Uni, 11,8 % à Singapour et 7,2 % aux États-Unis. Elle est cependant très inférieure à celle du Luxembourg (26,9 %).

Par rapport à l'économie suisse en général, le secteur financier a connu une croissance supérieure à la moyenne des vingt dernières années : alors que le PIB a crû de 1,6 %, la valeur ajoutée du secteur financier suisse a presque doublé. À fin 2014, celui-ci occupait environ 210 000 personnes, ce qui correspond à presque 6 % du marché total de l'emploi.

La prédominance de la gestion d'actifs et de fortune est spécifique au secteur financier suisse, qui, avec une part du marché international d'environ 26 % (figure 1), est la destination privilégiée de la gestion d'actifs transfrontalière.

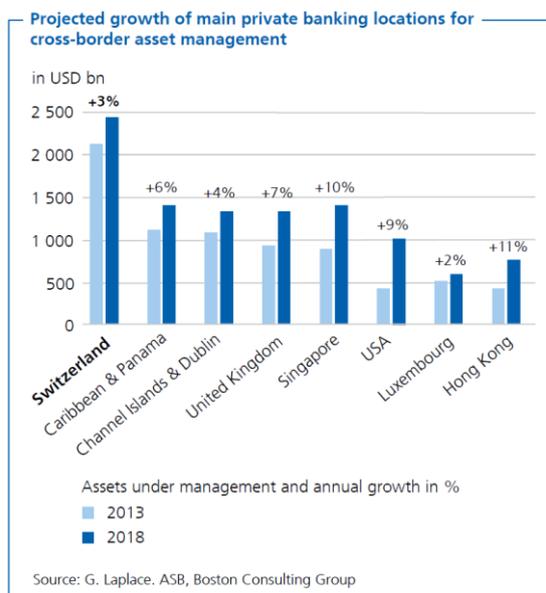


Figure 1 : Prévisions de croissance des principales places financières en termes de gestion de fortune transfrontalière

Outre les banques, font également partie du secteur financier les assurances, les caisses de pension et les gérants de fortune indépendants. En Suisse, le secteur de l'assurance croît beaucoup plus rapidement que le secteur bancaire, et sa contribution au PIB est presque égale à celle du secteur bancaire. Les investissements en capitaux des assureurs suisses s'élevaient à 540 milliards de francs suisses à fin 2013. La moitié de cette somme était investie dans des titres à revenus fixes. Par ailleurs, près de 2200 caisses de pension et quelque 2300 gérants de fortune indépendants jouent également un rôle important dans le secteur financier. À fin 2013, les fonds gérés par les caisses de pension s'élevaient à 720 milliards de francs suisses, un tiers de cette somme étant investie dans des obligations et un quart dans des actions. En 2012, les gérants de fortune indépendants géraient 560 milliards de francs suisses.

La Suisse, très engagée en matière d'environnement

La Suisse relève le défi de la transition vers une économie verte et inclusive tout en menant une politique environnementale nationale et internationale couronnée de succès. Elle applique les principes fondamentaux suivants dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation environnementale : le principe de précaution, le principe du pollueur-payeur, le principe du traitement à la source, le principe de l'approche holistique et le principe de coopération. Des normes de protection de l'environnement strictes – p.ex. dans les domaines du contrôle de la pollution de l'air, de la gestion des forêts et des eaux, de la prévention des dangers naturels et des biocarburants – et l'expertise technique attestent du rôle de pionnier joué par la Suisse en matière de gestion des ressources. Au niveau international, la Suisse apporte sa contribution au développement d'une politique environnementale active efficace. En agissant ainsi, elle contribue à la protection globale et à une utilisation durable des ressources naturelles de la planète.

De nombreuses institutions internationales actives dans le domaine de la durabilité se sont établies en Suisse, principalement à Genève, par exemple le GIEC, l'OIT, l'IISD, la CNUCED,

la CEE-ONU, le WEF, le WBCSD, le WWF, le PNUE avec sa branche Économie et commerce, et la Plate-forme de connaissances sur la croissance verte. Genève est ainsi devenue un véritable pôle de l'économie verte. Elle est également le siège d'initiatives fondamentales du PNUE visant à examiner le rôle du secteur financier dans les économies en voie d'écologisation, comme l'initiative financière du PNUE et l'enquête du PNUE sur la conception d'un système financier durable.

La finance durable en Suisse

La Suisse est le siège de quelque 220 entreprises et organisations privées actives dans la finance durable. Le volume des produits de placement durables atteignait 56,7 milliards de francs suisses à fin 2013. Le volume des investissements durables a augmenté annuellement d'environ 23 % en moyenne depuis 2005. Et pourtant, avec une part de marché de près de 4 %, les investissements durables ont un caractère de niche, comparés aux investissements totaux. Les raisons pour lesquelles davantage de fonds ne sont pas investis de manière durable sont multiples. Elles vont de liquidités des marchés à l'incapacité d'utiliser pleinement les informations liées aux aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement en passant par un manque de prédictibilité en ce qui concerne le cadre réglementaire.

La Suisse – réservoir de spécialistes de la finance durable

La Suisse constitue un vaste réservoir de spécialistes de la finance durable, ce qui crée un environnement favorable au lancement de produits innovants. En outre, des associations comme *Swiss Sustainable Finance*, fondée en 2014 dans le but de renforcer la position internationale de la Suisse en matière de finance durable par l'information, l'éducation et la promotion de la croissance, apportent de la visibilité à ce secteur. Les événements liés à la recherche, tels que le *Geneva Summit on Sustainable Finance* et d'autres exemples patents d'organisations et de sociétés offrant des produits pionniers et des modèles d'affaires en matière de finance durable, sont autant d'occasions d'affaires propices à la transition à l'échelle mondiale vers une économie verte et inclusive.

Contact / Renseignements :

- Mme Romina Schwarz, OFEV, +41 58 462 75 52